

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2026-005 en date du 05 MARS 2026
portant prescriptions complémentaires**

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Société TREZ
Commune de Val d'Arc (commune déléguée d'Aiguebelle)**

La Préfète de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles L.181-14, R. 181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 actualisant les prescriptions relatives à l'autorisation d'exploiter dont bénéficie la société TREZ pour des installations de transit, regroupement d'huiles usagées, liquide de refroidissement et filtres à huiles, sous les rubriques n°2718, 3550 et 3510 de la nomenclature des installations classées, situées Parc d'activités de la porte de Mauriennne sur le territoire de la commune de Val d'Arc, commune déléguée d'Aiguebelle ;

VU la demande d'examen « au cas par cas » déposée complète le 5 juin 2023 par la société TREZ et publiée sur le site Internet des services de l'État en Savoie ;

VU le porter à connaissance du 17 mai 2023 (complété en juin 2023), joint à la demande de « cas par cas » établi pour acter l'évolution du classement ICPE, notamment des rubriques n°2718-1-A, 3510 et 3550, prenant en compte la baisse du volume stockée d'huiles usagées et l'introduction de nouveaux déchets issus de la réparation automobile, de l'intégration de la rubrique n°2714-2-D de la nomenclature des installations classées et de l'augmentation du flux annuel des déchets dangereux transitant sur le site ;

VU la décision cas pas cas du 30 juin 2023 actant que le projet de modification présenté par la société TREZ n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

VU le courriel du 27 septembre 2024 de la société TREZ, informant la préfète de son intention de déposer une nouvelle version de son dossier de porter à connaissance en remplacement du précédent transmis ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes en date du 6 novembre 2024 demandant à l'exploitant de transmettre un nouveau dossier de porter à connaissance actualisé, qui décrira les éventuelles modifications projetées ;

VU le dossier de porter à connaissance modifié transmis le 15 décembre 2024, dans lequel l'exploitant fait le choix de ne conserver que l'ajout des déchets de fluides de coupe/eaux souillées et de diminuer le volume de stockage d'huiles usagées ;

VU les modélisations incendies démontrant que les flux thermiques ne sortent pas des limites du site ;

VU le rapport du 7 janvier 2026 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes rédigé suite à la visite d'inspection du 25 septembre 2025, dans lequel il est pris acte le fait que l'exploitant souhaite conserver le tonnage actuellement autorisé de filtres à huiles de 30 t ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 27 janvier 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet de la société TREZ consiste en une modification des conditions d'exploitation d'une activité déjà autorisée sous la rubrique n°2718 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection sur site réalisée le 10 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a pris note de la décision de l'exploitant de ne plus s'engager dans des modifications des conditions d'exploitation portant sur la rubrique n°2714 de la nomenclature des ICPE et de ne pas faire transiter sur son site la plupart des déchets visés dans le dossier de porter à connaissance initial de juin 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet de la société TREZ à travers le dépôt de son dossier « porter à connaissance » actualisé, concerne une baisse du volume des huiles usagées stockées sur le site passant de 220 tonnes à 160 tonnes, sur le rajout d'un stockage de fluides de coupes/eaux souillées d'un volume maximal de 30 tonnes et sur l'augmentation du flux annuel de déchets dangereux transitant sur le site passant de 4000 t/an à 5500 t/an, sans augmentation de la quantité totale de déchets dangereux susceptibles d'être présente dans l'installation, portant le volume de 265 tonnes actuellement à 250 tonnes ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en une réduction de la quantité maximale de déchets dangereux présents sur site de 15 tonnes mais avec une nature de déchets dangereux plus variée provenant des secteurs industriels, en introduisant la possibilité de stocker des fluides de coupe/eaux souillées ;

CONSIDÉRANT en outre, que cette activité sera exploitée dans le bâtiment existant et ne nécessitera pas de nouvelle construction ;

CONSIDÉRANT que le dossier étudie les impacts du projet sur les eaux, les odeurs, les impacts sanitaires, les déchets, l'air, le trafic routier, le bruit... , et qu'il en ressort notamment que cette modification n'engendre pas d'effluents liquides ou de rejets atmosphériques, que les seuls impacts du projet non significatifs sont liés au trafic routier (passant de 22 à 25 camions par semaine) ;

CONSIDÉRANT que les risques liés aux stockages de déchets sont considérés comme négligeables et les mesures de prévention et de protection mises en place par l'exploitant sont jugées comme suffisantes ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 afin :

- d'actualiser le tableau de classement des activités selon la nomenclature des installations classées (article 1.2.1),
- de modifier la liste des déchets admissibles dans l'établissement (article 7.1.1),
- d'ajuster la rédaction de certaines prescriptions encadrant la gestion des déchets, pour tenir compte des nouveaux déchets pris en charge

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et qu'il ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la société TREZ a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

A R R Ê T E

Article 1

La société TREZ, dont le siège social est situé Parc d'activités de la porte de Mauriennne, 73220 Val-d'Arc, exploitant une installation classée située à la même adresse, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 sont remplacées par ce qui suit :

« Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées:

Rubrique	désignation	Niveau présent sur le site	régime
2718.1-a	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site : - Huiles usagées : 160 t, - Liquide de refroidissement : 30 t, - filtres à huiles : 30 t, - fluides de coupe/eaux souillées : 30 t TOTAL : 250 t Flux maximal pris en charge : 5500 t/an	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.		A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 t/j supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : Reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Capacité : 40 t/j	A

A : Autorisation, D : Déclaration, DC : déclaration avec contrôle périodique NC : Non Classée.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont celles relatives au traitement des déchets (BREF WT).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précité, et en particulier ses annexes 2 et 3.1, sont opposables à l'exploitant. »

Article 3

Les dispositions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 sont remplacées par ce qui suit :

« Déchets admissibles :

Seuls peuvent être admis dans l'établissement, pour transit et regroupement avant réexpédition, les déchets suivants :

- huiles minérales usagées (huiles hydrauliques, huiles moteurs, fluides caloporteurs, etc.), disposant des codes déchets suivants :
 - 13 01 : huiles hydrauliques usagées (à l'exclusion du 13 01 01* et 13 01 04*
 - 13 02 : huiles moteurs, de boîte de vitesse et de lubrification usagées
 - 13 03 : huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés (à l'exclusion du 13 03 01* et 13 03 06*)
 - 13 08 02* huiles usagées non spécifiées ailleurs,
- liquides de refroidissement usagés, disposant du code déchet 16 01 14*
- filtres à huiles usagés, disposant du code déchet 16 01 07*,
- les fluides de coupes/eaux souillées, disposant des codes déchets suivants :

- 12 01 07*
- 12 01 09*
- 12 01 10*
- 12 01 19
- 16 10 01*,

provenant notamment de la collecte auprès des garages, transporteurs et industriels.
L'admission de déchets identifiés au préalable comme contenant des PCB est interdite. »

Article 4 – notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, ~~Un~~ extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Val d'Arc pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Val d'Arc fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

Article 5 – délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours administratif (recours gracieux et/ou hiérarchique) qui interrompt le cours de ce délai. Le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 6 - exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Val d'Arc.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Julien PAILHERE